



Lettre d'information

Anne SANDER

Députée européenne

Les Républicains

Bourgogne-Franche-Comté

Grand Est (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine)



EDITORIAL

AU SOMMAIRE

Sortir la zone euro de la crise

Depuis juillet 2017, je suis membre titulaire de la commission des Affaires économiques et monétaires. J'aborde donc de nouvelles thématiques de travail mais je garde les mêmes objectifs : l'emploi, la croissance et l'investissement. Je conserve en parallèle mes fonctions au sein de la Commission Emploi et Affaires sociales, pour mener à bien mon rapport sur la réforme de l'Agence européenne pour la formation professionnelle, voté en commission en juillet, mais aussi suivre les négociations sur les travailleurs détachés et sur la coordination des systèmes de protection sociale, sujets qui impacteront fortement les frontaliers.

« Sentiment du devoir accompli »

Je quitte avec regret la commission Industrie mais avec le sentiment du devoir accompli : les frais de roaming sont abolis depuis le 15 juin 2017, mon rapport sur le déploiement du « wifi » gratuit européen dans les espaces publics sera voté en septembre. Je continuerai à surveiller les négociations sur l'avenir du secteur des télécoms et sur le paquet énergie qui vise à concrétiser les engagements de la COP 21.

L'Union européenne sort lentement d'une double crise, financière en 2008, budgétaire en 2011, qui a fragilisé nos économies et détruit de nombreux emplois. Afin de briser le cercle vicieux qui existait entre banques et Etats, une Union bancaire a été créée en 2014. Elle permet d'éviter que les contribuables payent pour le sauvetage d'une banque et garantit les dépôts des épargnants à hauteur de 100 000 euros. Nous devons maintenant trouver les mécanismes de solidarité pour prévenir toute nouvelle crise, rétablir la confiance dans le système bancaire et relancer l'investissement.

Enfin, dans les négociations sur le Brexit, nous devons être attentifs à ce que la City de Londres ne bénéficie pas d'avantages indus. Autant de grands défis à relever pour la dernière ligne droite de mon mandat, pour lequel je conserve intacte l'ambition d'améliorer concrètement votre vie quotidienne.

A. Sander



Grand Angle

Sécurité sociale, formation professionnelle, économie collaborative et numérique sont autant de thèmes sur lesquels je me suis investie en commissions et en plénière.

Page 2



En circonscription

Aller à votre rencontre, sur le terrain, pour promouvoir les actions de l'Europe et faire remonter vos préoccupations : tels sont les enjeux de mon action au quotidien en Bourgogne-Franche-Comté et dans le Grand-Est (Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine).

Page 3 - 4



Wifi 4 EU



Mon groupe, le PPE, m'a chargée de négocier au sein du Parlement européen l'initiative "Wifi4Eu" visant à financer une connexion wifi gratuite dans les lieux publics en Europe, comme les bibliothèques, les parcs, les hôpitaux ou les places publiques. Nous avons trouvé un accord le 29 mai pour garantir un budget de 120 millions d'euros, qui permettra à plus de 8 000 organismes du secteur public (municipalités, bibliothèques, centres de santé, etc.) d'ici à 2020 de financer les coûts d'équipement et d'installation des points d'accès à internet. Le premier appel à projets devrait être lancé vers la fin de 2017 ou au début de 2018.

Ce projet pilote est la première étape d'une réduction progressive de la fracture numérique en Europe, favorisant l'inclusion digitale de tous et l'accès à de nouveaux services en ligne, comme l'e-administration ou l'e-santé.



Coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe

Dans le cadre de la commission EMPLOI, je m'investis sur la révision en cours de la coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe, qui vise à assurer une couverture sociale à tous les citoyens européens qui se déplacent. J'ai notamment attiré l'attention sur deux questions : Dans quelle mesure les nouvelles règles de coordination s'appliqueront-elles aux frontaliers travaillant en Suisse ? Les systèmes de sécurité sociale étant très différents d'un pays à l'autre, comment faire en sorte que les nouvelles règles ne conduisent pas à des conditions moins favorables qu'aujourd'hui ?

Le travail sur ce texte très important débute à peine au Parlement européen. Je vous encourage à me faire remonter vos remarques et vos propositions.



Formation professionnelle - Cedefop



Rapporteuse au Parlement européen pour la révision du règlement du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (Cedefop), j'ai lancé en juillet les négociations avec le Conseil et la Commission. Mon objectif est de moderniser le fonctionnement de cette agence importante et d'actualiser ses missions, afin de doter l'Union européenne d'un outil efficace au service de l'enseignement et de la formation professionnels en Europe. Je souhaite notamment que le Cedefop puisse mettre son expertise au service de défis majeurs tels que la mobilité professionnelle, la reconnaissance des qualifications et le développement des compétences numériques. Pour moi, la formation professionnelle, parce qu'elle permet d'acquérir les compétences nécessaires à l'exercice d'un métier, est la clef pour relancer l'emploi !



Erasmus : 30 ans



Le 13 juin, le programme Erasmus a fêté ses 30 ans ! L'une des plus belles réussites de l'Union européenne. Depuis 1987, ce sont plus de 9 millions de personnes, dont 4 millions de jeunes qui en ont bénéficié. Un bel hommage a été rendu dans l'agora du Parlement européen à Strasbourg



Economie collaborative



En plein essor, l'économie collaborative représente une réelle opportunité pour l'Europe de demain. Nos entrepreneurs inventent tous les jours de nouveaux services et nous devons encourager le développement de ces start-up pour faire en sorte que l'UE bénéficie pleinement des opportunités offertes par les nouvelles technologies du numérique. De plus, cette nouvelle économie participe à une meilleure conciliation entre carrière professionnelle et vie personnelle et au développement de nos territoires.

Cependant, aujourd'hui, des zones grises existent. Nous avons besoin de plus de confiance dans les services en ligne et de plus de transparence sur la législation applicable à cette nouvelle forme d'économie, afin d'assurer une concurrence loyale entre les entreprises, notamment en matière de fiscalité, de concurrence, de protection sociale, de protection des consommateurs ou encore de protection des données personnelles.

Ce sont autant de questions essentielles que j'ai portées en tant que rapporteure pour mon groupe politique, le PPE, en commission Emploi et en commission Industrie.



Défense du siège du Parlement européen à Strasbourg



Depuis plusieurs années, un certain nombre de députés européens mène une guérilla contre le siège du Parlement européen, basé à Strasbourg. Officiellement pour des raisons d'économies, officieusement pour des raisons de confort. La dernière attaque en date est plus pernicieuse, avec la proposition débattue lors de la session plénière de juillet 2017 de troquer l'Agence du Médicament (EMA), actuellement basée à Londres, contre le Siège du Parlement européen. Pour moi, il est inenvisageable d'échanger comme un tapis une simple agence contre une Institution comme le Parlement. Même si la localisation des sièges des institutions européennes est inscrite dans les traités, traités qui ne peuvent être modifiés que par les Etats membres, et ce, à l'unanimité, la bataille pour conforter Strasbourg fait partie intégrante de mon engagement politique et c'est dans ce sens que j'interviens régulièrement en séance plénière dans l'hémicycle.

Faire de Strasbourg le creuset d'un renouveau européen

A l'occasion de la journée de l'Europe, le 9 mai, j'ai lancé un appel au Président Macron, pour faire de Strasbourg le creuset d'un renouveau européen. Le discours de Nathalie Loiseau, Ministre chargée des Affaires européennes, à l'occasion de l'inauguration du nouveau bâtiment Vaclav Havel du PE à Strasbourg, le 6 juillet dernier, a rappelé que « la France est fermement attachée à la dimension européenne de Strasbourg et à l'accueil du siège du Parlement européen, dans le plein respect des traités ». J'espère que ces promesses seront tenues.

Groupe Pierre Pflimlin

Avec mon collègue Andreas Schwab, Eurodéputé allemand, nous continuons à réunir le groupe Pierre Pflimlin, groupe transpartisan et transnational, qui travaille à améliorer les conditions de séjour et de travail des députés à Strasbourg. C'est ainsi que nous avons échangé avec les représentants d'Air France, sur la question de l'accessibilité de Strasbourg, avec la direction d'ARTE, la chaîne de télévision franco-allemande de service public à vocation culturelle européenne, dont le siège est également situé à Strasbourg et le Général Aldredo Ramirez, Commandant de l'Eurocorps, sur l'Europe de la Défense.



Obstacles à la coopération transfrontalière

Au sein du groupe parlementaire sur la coopération transfrontalière que j'anime au Parlement européen, nous avons récemment traité de deux sujets essentiels : les obstacles institutionnels à la coopération territoriale et l'impact pour les zones frontalières de la réforme de la coordination de la sécurité sociale.

J'ai été ravie d'accueillir à cette occasion les acteurs de notre territoire, et notamment les spécialistes comme l'Eurodistrict PAMINA, pour qu'ils relaient au niveau européen les attentes et préoccupations de notre région.



Multilinguisme dans les zones frontalières



J'intervenais le 7 juin, au Comité des régions, à une conférence sur l'importance du multilinguisme dans les zones frontalières. L'occasion de rappeler que la mobilité transfrontalière est une chance pour ceux qui cherchent un emploi, mais que la langue reste souvent un frein : en Alsace, nous avons plus de 100 000 chômeurs, alors que le Bade-Wurtemberg, où le chômage n'est qu'à 3,6%, fait face à une pénurie de main d'œuvre avec des milliers d'emplois non pourvus.

J'ai évoqué les bonnes pratiques en œuvre au niveau alsacien, comme l'initiative « Réussir sans frontière » et « Emploi 360° », qui bénéficient de fonds européens, ainsi que les efforts des collectivités en faveur de l'apprentissage de l'allemand.

ANNE SANDER - DÉPUTÉE EUROPÉENNE



Soutien à la géothermie



En mars, je suis intervenue en commission Industrie sur la révision de la directive "Energies renouvelables" en cours de discussion. Dans le prolongement de la COP 21, l'Union européenne veut parvenir à un objectif de 27% d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2030. Pour cela, les autorités publiques doivent pouvoir choisir le type d'énergies durables qu'elles souhaitent promouvoir. Dans ce cadre, j'ai déposé des amendements pour pérenniser les mécanismes de soutien à la géothermie en Alsace.



Biocarburants



Toujours dans le cadre de la révision de la directive « Énergies renouvelables », j'ai participé au groupe de travail sur l'avenir des biocarburants. Les objectifs des amendements que j'ai déposés sont de mieux incorporer les biocarburants durables dans les transports afin de réduire les émissions de CO₂ mais aussi d'assurer la pérennité des investissements dans les biocarburants européens de 1^{ère} et 2^{ème} génération, de garantir un complément de revenus pour les agriculteurs et de réduire la dépendance européenne aux importations.



Recrudescence des loups



A l'initiative de mon collègue Michel Dantin, nous avons interpellé les nouveaux ministres de l'Ecologie et de l'Agriculture sur le problème des attaques de loups. Nous demandons, avec la réactivité qu'en réclame la situation, d'augmenter le seuil de prélèvement et d'engager une réflexion afin d'assurer un meilleur équilibre entre gestion durable du loup et cohabitation avec l'homme.



Conférences et visites

A votre rencontre sur le terrain



13 janvier 2017 : Rencontre au Parlement européen avec l'Ecole des Cadres de la Chambre d'Agriculture Alsace



16 janvier 2017 : Echange sur les questions d'emploi transfrontalier au Pôle Emploi de Saint-Louis



13 février 2017 : Accueil du Conseil Européen Femmes Entreprises et Commerce, en présence de Hélène Heimbürger



16 février 2017 : Visite du Conseil municipal d'Eckbolsheim, avec André Lobstein



9 mars 2017 : Convention européenne pour la jeunesse organisée par les Jeunes européens au Conseil départemental, avec Frédéric Bierry



31 mars 2017 : Visite du Fort Rapp à Reichstett, avec Patrick Eckart, Adjoint en charge des travaux et Nicolas Guillerme, Conseiller municipal.



21 avril 2017 : Journées européennes de la construction organisées par la CAPEB à Strasbourg, en présence de Maurice Karotsch et Patrick Liebus



17 mai 2017 : Rencontre avec les élèves de Marlenheim, Suède, Allemagne, Pologne et Espagne du programme Erasmus+ axé sur les valeurs communes de l'Europe



19 mai 2017 : Visite du Centre européen de recherche à Nambesheim



19 mai 2017 : Visite de la société Du Pont de Nemours à Cernay, avec Michel Sordi



22 mai 2017 : Honorée par la Médaille d'honneur en or de la Chambre de Métiers d'Alsace par Bernard Stalter



28 mai 2017 : Accueil à Strasbourg de la garde civile de Mengen, en présence de Norbert Lins, Eurodéputé allemand



12 juin 2017 : Rencontre à la Banque Centrale européenne à Francfort



1er juillet 2017 : Cérémonie d'hommage européen à Helmut Kohl



5 juillet 2017 : Visite du Parlement européen avec l'amicale des secrétaires de mairie de l'Alsace Bossue



5 juillet 2017 : Fête d'été de l'Association Parlementaire Européenne



6 juillet 2017 : Cérémonie de remise des diplômes du Baccalauréat aux élèves de l'Ecole européenne de Strasbourg dans l'hémicycle



Suivez mon actualité sur Facebook et Twitter !



Depuis début 2017, j'ai accueilli plus de 2000 visiteurs au Parlement à Strasbourg.
Contactez-moi pour une visite !